



Programme
des Nations Unies
pour l'environnement



UNEP(OCA)/MED WG.30/4
5 octobre 1991

FRANCAIS
Original: ANGLAIS

PLAN D'ACTION POUR LA MEDITERRANEE

Troisième réunion du Groupe de travail d'experts
sur le projet de protocole relatif à la protection
de la mer Méditerranée contre la pollution résultant
de l'exploration et de l'exploitation du plateau
continental, du fond de la mer et de son sous-sol

Le Caire, 4-5 octobre 1991

**RAPPORT DE LA TROISIEME REUNION DU GROUPE DE TRAVAIL D'EXPERTS SUR
LE PROJET DE PROTOCOLE RELATIF A LA PROTECTION DE LA MER
MEDITERRANEE CONTRE LA POLLUTION RESULTANT DE L'EXPLORATION ET DE
L'EXPLOITATION DU PLATEAU CONTINENTAL, DU FOND DE LA MER
ET DE SON SOUS-SOL**

Introduction

1. A leur Quatrième réunion ordinaire (Gênes, septembre 1985), les Parties contractantes à la Convention de Barcelone pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution ont demandé au Secrétariat d'amorcer la préparation d'un protocole relatif à la protection de la mer Méditerranée contre la pollution résultant de l'exploration et de l'exploitation du plateau continental, du fond de la mer et de son sous-sol (protocole "offshore"). Pour donner suite à cette demande, une consultation technique sur le protocole "offshore" s'est tenue à Athènes du 22 au 26 septembre 1986. La réunion a examiné les principaux points à inclure dans le protocole proposé afin d'assurer une protection adéquate du milieu marin dans la zone de la mer Méditerranée (UNEP/WG.155/1).

2. Sur la base des recommandations de la réunion précitée, un projet de protocole a été établi par le Secrétariat en coopération avec l'Organisation juridique internationale (OJI) (UNEP/IG.74/Inf.9) et a été présenté à la Cinquième réunion ordinaire des Parties contractantes (Athènes, septembre 1987), laquelle a décidé que "le projet de protocole devrait être réexaminé par les autorités nationales dont les observations devraient parvenir au secrétariat avant la fin de septembre 1988, avec pour objectif de réunir un groupe de travail au début de 1989 et, si les préparatifs étaient suffisamment avancés, de convoquer une conférence de plénipotentiaires chargée d'examiner le texte plus tard dans le courant de la même année".

3. A la fin de 1989, seules sept Parties contractantes avaient adressé leurs observations sur le projet de protocole. Sur la base de ces observations un nouveau document a été rédigé qui incorpore le projet de protocole et les observations reçues.

4. La Sixième réunion ordinaire des Parties contractantes à la Convention de Barcelone (Athènes, 3-6 octobre 1989) a décidé de convoquer en 1990 la réunion du Groupe de travail d'experts désignés par les Parties contractantes afin d'examiner et de finaliser le projet de protocole "offshore" et de le recommander à une conférence de plénipotentiaires devant se tenir à cet effet à un stade ultérieur. Le groupe d'experts s'est réuni à Athènes du 7 au 11 mai 1990. Il a procédé à un examen approfondi du projet de Protocole et y a apporté un certain nombre de modifications.

5. Lors de la réunion conjointe des comités techniques (mai/juin 1990), il a été convenu que le Bureau des Parties contractantes examinerait la nouvelle version du projet de protocole figurant dans le rapport de la réunion du Groupe de travail (UNEP(OCA)/MED WG.15/4) et déciderait s'il y avait lieu de convoquer une conférence de plénipotentiaires au début de 1991 ou de poursuivre les consultations techniques.

6. Au cours de sa réunion tenue à Rome les 6 et 7 septembre 1990, le Bureau des Parties contractantes, compte tenu de l'évolution du travail et des observations écrites concernant le projet de protocole, a décidé de convoquer une autre réunion du Groupe de travail. En conséquence, les experts se sont réunis une deuxième fois à Athènes du 8 au 11 janvier 1991. Les dispositions controversées ont été placées entre crochets en vue d'une négociation future par la Conférence de plénipotentiaires (UNEP(OCA)/MED WG.18/4). Après avoir examiné le travail des experts, le Bureau, à sa réunion de Bruxelles (9-10 avril 1991), a décidé d'inscrire à l'ordre du jour de la Septième réunion ordinaire des Parties contractantes (Le Caire, 8-11 octobre 1991) la proposition du Secrétariat de convoquer une conférence de plénipotentiaires sur le protocole offshore et de tenir une troisième réunion du Groupe de travail d'experts au Caire, quelques jours avant la Septième réunion ordinaire des Parties contractantes. Le Groupe d'experts devait revoir les annexes du projet de protocole et examiner les questions en suspens afin de permettre à la Septième réunion des Parties contractantes de prendre une décision.

Participation

7. Ont participé à la troisième réunion du Groupe de travail, les experts désignés par les Parties contractantes suivantes à la Convention de Barcelone:

CEE, Egypte, Espagne, France, Grèce, Israël, Italie et Turquie.

8. Les organismes et institutions spécialisées des Nations Unies et autres organisations internationales ci-après étaient représentés par des observateurs:

Organisation mondiale de la santé (OMS), Organisation maritime internationale (OMI), Organisation juridique internationale pour l'environnement et le développement (OJI), Oil Industry International Exploration and Production Forum (E & P Forum) et World Foundation for Environment and Development/ International Environmental Conflict Management (WFED/IECR). Le Centre régional méditerranéen pour l'intervention d'urgence contre la pollution marine accidentelle OMI/PNUE (REMPEC) était également représenté.

9. La liste des participants figure en annexe I au présent rapport.

Point 1 de l'ordre du jour - Ouverture de la réunion

10. Mr Salah Hafez, vice-président de l'Agence égyptienne pour les affaires d'environnement, a souhaité la bienvenue aux participants au nom du Gouvernement égyptien.

11. M. L. Jeftic, chargé d'affaires a.i. du Plan d'action pour la Méditerranée (PAM), a ouvert la réunion du Groupe de travail d'experts et a souhaité la bienvenue aux participants au nom de M. Mostafa Tolba, Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement. Après avoir rappelé brièvement l'historique de l'élaboration du projet de protocole, il a exprimé l'espoir que la réunion serait en mesure de régler les quelques questions en suspens afin de faciliter la décision à prendre par la Septième réunion ordinaire des Parties contractantes.

Point 2 de l'ordre du jour - Règlement intérieur

12. Le règlement intérieur des réunions et conférences des Parties contractantes à la Convention pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution et aux protocoles y relatifs (UNEP/IG.43/6, Annexe XI) s'est appliqué, mutatis mutandis, à la présente réunion.

Point 3 de l'ordre du jour - Election du Bureau

13. La réunion a élu les membres suivants du Bureau: Président: M. Shawky Abdine (Egypte), Vice-président: M. Jacques Vaccarezza (CEE), Rapporteur: Mme Athena Mourmouris (Grèce).

L'organisation juridique internationale pour l'environnement et le développement a rempli les fonctions de secrétariat technique de la réunion et M. I. Dharat celles de secrétaire de la réunion.

Point 4 de l'ordre du jour - Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux

14. L'ordre du jour proposé par le Secrétariat (UNEP(OCA)/MED WG.30/1) a été adopté. La réunion a également accepté l'emploi du temps figurant dans le document UNEP(OCA)/MED WG.30/2).

Point 5 de l'ordre du jour - Examen du projet de protocole "Offshore"

15. M. L. Jeftic, chargé d'affaires a.i. du PAM, a présenté le projet de protocole figurant dans le document UNEP(OCA)/MED WG.18/4. Il a proposé que la réunion s'attache surtout à examiner les questions en suspens laissées entre crochets ainsi que les annexes au projet de protocole, sans rouvrir le débat sur les autres dispositions du texte.

16. Le représentant de l'OMI a suggéré qu'à l'article premier les définitions des mots "ordures" et "déchets" devraient être étendues aux déchets médicaux. En ce qui concerne l'article 20, il a suggéré de définir de manière plus précise la signification des mots "abandonnée" ou "désaffectée", s'agissant d'une installation.

17. Au cours de la réunion, les experts gouvernementaux et les observateurs ont examiné les questions en suspens dans le projet de protocole ainsi que divers points auxquels certains d'entre eux attachaient une importance particulière. De nombreuses suggestions ont été faites en vue de clarifier le projet de texte et divers amendements proposés ont été approuvés. Quelques participants ont exprimé des réserves au sujet de certains articles et celles-ci sont notées dans le texte du projet de protocole joint au présent rapport. Les articles controversés ont été placés entre crochets et, dans certains cas, des variantes ont été présentées en vue d'une négociation finale par la Conférence de plénipotentiaires.

Point 6 de l'ordre du jour - Questions diverses

18. Aucune autre question n'a été examinée.

Point 7 de l'ordre du jour - Adoption du rapport

19. La réunion a adopté son rapport le samedi 5 octobre 1991.

Point 8 de l'ordre du jour - Clôture de la réunion

20. Le président a prononcé une allocution de clôture dans laquelle il a remercié les participants pour leur contribution au débat.

21. Le chargé d'affaires du PAM a exprimé la satisfaction du secrétariat pour les résultats fructueux des travaux des experts et a formulé l'espoir qu'à leur réunion, les Parties contractantes autoriseraient le Directeur exécutif du PNUE à convoquer une conférence de plénipotentiaires en vue de l'adoption du projet de protocole offshore. Il a également remercié le Gouvernement égyptien d'avoir accueilli la réunion.

22. Le président a prononcé la clôture de la réunion le samedi 5 octobre 1991 à 17.00 heures.

**PROJET DE PROTOCOLE RELATIF A LA PROTECTION DE LA
MER MEDITERRANEE CONTRE LA POLLUTION RESULTANT DE
L'EXPLORATION ET DE L'EXPLOITATION DU PLATEAU CONTINENTAL,
DU FOND DE LA MER ET DE SON SOUS-SOL**

PREAMBULE

Les Parties contractantes au présent Protocole

Etant Parties à la Convention pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution, adoptée à Barcelone le 16 février 1976,

Considérant les dispositions de l'article 7 de ladite Convention,

Considérant l'accroissement des activités d'exploration et d'exploitation du fond de la mer Méditerranée et de son sous-sol,

Reconnaissant que la pollution qui peut en résulter représente un grave danger pour l'environnement et pour l'homme,

Désireuses de protéger et de préserver la mer Méditerranée de la pollution résultant des activités d'exploration et d'exploitation,

Tenant compte des protocoles liés à la Convention pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution, et en particulier du Protocole relatif à la coopération en matière de lutte contre la pollution de la mer Méditerranée par les hydrocarbures et autres substances nuisibles en cas de situation critique, adopté à Barcelone le 16 février 1976, et du Protocole relatif aux aires spécialement protégées de la Méditerranée, adopté à Genève le 3 avril 1982,

Prenant en considération les dispositions pertinentes de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, adoptée à Montego Bay le 10 décembre 1982, *

Reconnaissant les différences entre les stades de développement atteints par les pays riverains, et tenant compte des impératifs économiques et sociaux des pays en développement,

Sont convenues de ce qui suit:

* Le représentant de la Turquie a exprimé une réserve.

SECTION I - DISPOSITIONS GENERALES

Article Premier - DEFINITIONS

Aux fins du présent Protocole:

- a) On entend par "Convention" la Convention pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution, adoptée à Barcelone le 16 février 1976;
- b) On entend par "Organisation" l'organisme visé à l'article 13 de la Convention;
- c) On entend par "ressources" toutes les ressources minérales, qu'elles soient solides, liquides ou gazeuses;
- d) On entend par "activités d'exploration et/ou d'exploitation des ressources dans la zone du Protocole" (ci-après dénommées les "activités"):
 - i) Les activités de recherche scientifique portant sur les ressources du fond de la mer et de son sous-sol;
 - ii) Les activités d'exploration:
 - activités sismologiques; prospections du fond de la mer et de son sous-sol; prélèvement d'échantillons;
 - forages exploratoires;
 - iii) Les activités d'exploitation:
 - mise en place d'une installation fixe aux fins d'extraire des ressources, et activités y relatives;
 - forages de mise en valeur;
 - extraction, traitement et entreposage;
 - transport jusqu'au rivage par conduites et chargement à bord de navires;
 - entretien, réparations et autres opérations auxiliaires.
- e) La pollution est définie conformément à l'article 2 alinéa a) de la Convention;
- f) On entend par "installation" toute structure fixe ou flottante, ainsi que tout élément faisant partie intégrante de celle-ci, qui est utilisée dans les activités, et notamment:
 - i) Les unités, fixes ou mobiles, de forage en mer;
 - ii) Les unités, fixes ou flottantes, de production, y compris les unités à positionnement dynamique;
 - iii) Les installations de stockage en mer, y compris les navires utilisés à cette fin;
 - iv) Les terminaux de chargement en mer et les systèmes de transport des produits extraits, comme les conduites sous-marines;
 - v) L'équipement dont l'installation est munie et le matériel de transbordement, de traitement, de stockage et d'évacuation des ressources prélevées sur le fond de la mer et dans son sous-sol;

- g) On entend par "opérateur":
- i) la personne autorisée à mener des activités par la Partie qui exerce sa juridiction sur la zone où sont entreprises les activités (ci-après dénommée l'"Etat compétent"), conformément au présent Protocole; ou
 - ii) toute personne qui, sans détenir d'autorisation valable aux termes du présent Protocole, exerce néanmoins de facto le contrôle d'ensemble des activités*;
- h) On entend par "zone de sécurité" la zone qui, conformément aux dispositions du droit international général et aux impératifs techniques, est définie autour des installations et qui est signalée convenablement de façon à assurer la sécurité des installations elles-mêmes et celle de la navigation;
- i) On entend par "déchets", les substances et matières de tout type, de toute forme ou de toute nature, qu'il est prévu d'abandonner ou qui sont abandonnées dans la zone du Protocole et qui sont susceptibles d'engendrer une pollution;
- j) On entend par "substances et matières nuisibles ou nocives" les substances et matières de tout type, de toute forme ou de toute nature qui sont susceptibles d'engendrer une pollution si elles sont introduites dans la zone du Protocole;
- k) On entend par "plan d'utilisation de produits chimiques" un plan établi par l'opérateur de toute installation en mer, qui indique:
- i) les produits chimiques qu'il est prévu d'utiliser au cours des opérations;
 - ii) les fins pour lesquelles l'opérateur compte utiliser lesdits produits chimiques;
 - iii) les concentrations maximales des produits chimiques que l'opérateur compte mettre en oeuvre en composition avec toute autre substance, et les quantités maximales qu'il compte utiliser dans un laps de temps donné;
 - iv) la zone dans laquelle le produit chimique peut éventuellement s'échapper dans le milieu marin.
- l) On entend par "hydrocarbures" le pétrole sous toutes ses formes, à savoir notamment le pétrole brut, le fuel-oil, les boues d'hydrocarbures, les résidus d'hydrocarbures et les produits raffinés et, sans préjudice du caractère général de ce qui précède, les substances énumérées à l'appendice du présent Protocole;
- m) On entend par "mélanges d'hydrocarbures" tout mélange contenant des hydrocarbures;
- n) On entend par "eaux usées":
- i) les eaux de vidange et déchets provenant d'un type quelconque de toilettes, d'urinoirs et d'évacuations de w.-c.;
 - ii) les eaux provenant des lavabos, baquets et conduites de vidange situées dans les locaux réservés aux soins médicaux (infirmerie, salle de soins, etc.);
 - iii) les autres eaux résiduaires lorsqu'elles sont mélangées aux eaux définies ci-dessus;
- o) On entend par "ordures" toutes sortes de déchets alimentaires, ménagers ou résultant de l'exploitation normale de l'installation dont il peut être nécessaire de se débarrasser de façon continue ou périodique, à l'exception des substances qui sont définies ou énumérées ailleurs dans le présent Protocole;
- p) On entend par "limite des eaux douces" l'endroit du cours d'eau où, à marée basse et en période de faible débit d'eau douce, le degré de salinité augmente sensiblement par suite de la présence de l'eau de mer.

* Le représentant de la Turquie a exprimé une réserve.

Article 2 - CHAMP D'APPLICATION GEOGRAPHIQUE *

1. La zone d'application du présent Protocole (dénommée la "zone du Protocole") comprend:
 - a) La zone de la mer Méditerranée délimitée à l'article premier de la Convention;
 - b) Les eaux en deçà de la ligne de base servant à mesurer la largeur de la mer territoriale et s'étendant, dans le cas des cours d'eau, jusqu'à la limite des eaux douces.
2. Toute Partie contractante au présent Protocole (dénommée "Partie" dans le présent Protocole) peut en outre inclure dans la zone du Protocole des terres humides ou zones côtières de son territoire.

Article 3 - ENGAGEMENTS GENERAUX

1. Les Parties prennent, individuellement ou dans le cadre d'une coopération bilatérale ou multilatérale, toutes mesures appropriées pour prévenir, réduire, combattre et maîtriser dans la zone du Protocole la pollution résultant des activités, et s'assurent en particulier que la meilleure technologie disponible, écologiquement efficace et économiquement appropriée, est mise en oeuvre à cet effet.
2. Les Parties s'assurent que toutes les mesures nécessaires sont prises pour que les activités n'engendrent pas de pollution.

SECTION II - SYSTEME D'AUTORISATION**Article 4** - PRINCIPES GENERAUX

1. Toutes les activités dans la zone du Protocole, y compris la construction sur place des installations, sont soumises à une autorisation préalable pour l'exploration ou l'exploitation délivrée par l'autorité nationale compétente de l'Etat compétent. Cette autorité, avant de délivrer l'autorisation, s'assure que l'installation est construite conformément aux normes et pratiques internationales et que l'opérateur a les capacités techniques et les moyens financiers pour entreprendre les activités. L'autorisation est délivrée conformément à la procédure appropriée arrêtée par l'autorité nationale compétente.
2. L'autorisation est refusée lorsqu'il apparaît que les activités envisagées sont susceptibles de provoquer sur l'environnement des effets nuisibles significatifs qui ne pourraient être évités malgré l'observation des conditions d'octroi de l'autorisation prévues à l'article 6, paragraphe 3, du présent Protocole.
3. Lorsqu'il donne son approbation au choix d'un site pour une installation, l'Etat compétent s'assure qu'une telle décision n'entraînera aucun effet préjudiciable aux installations existantes, et particulièrement aux conduites sous-marines et aux câbles.

Article 5 - CONDITIONS REGISSANT LES DEMANDES D'AUTORISATION

1. L'Etat compétent subordonne toute demande d'autorisation ou de renouvellement d'autorisation à la soumission par le candidat opérateur à l'autorité nationale compétente d'un dossier complet du projet comprenant, en particulier, les éléments suivants:

* Le représentant de la Turquie a exprimé une réserve.

- a) Une étude des effets prévisibles des activités envisagées sur l'environnement; l'autorité nationale compétente peut, au vu de la nature, de l'étendue, de la durée, des procédés techniques utilisés pour les activités, et en fonction des caractéristiques de la zone, exiger la préparation d'une étude d'impact sur l'environnement, conformément aux dispositions de l'annexe IV du présent Protocole.
 - b) La définition géographique précise des zones où l'activité est envisagée, y compris les zones de sécurité;
 - c) Les qualifications professionnelles et techniques du candidat opérateur et du personnel devant être affecté à l'installation, ainsi que la composition de l'équipe;
 - d) Les mesures de sécurité prévues par l'opérateur visées à l'article 15;
 - e) Le plan d'intervention d'urgence de l'opérateur visé à l'article 16;
 - f) Les procédures de surveillance continue visées à l'article 19;
 - g) Les mesures prévues pour l'enlèvement de l'installation conformément à l'article 20;
 - h) Les précautions envisagées pour les aires spécialement protégées conformément à l'article 21;
 - i) L'assurance ou autre garantie financière pour couvrir sa responsabilité conformément à l'article 27, paragraphe 2 alinéa b).
2. L'autorité nationale compétente peut décider, dans le cas d'activités de recherche scientifique et d'exploration, de limiter la portée des conditions énumérées au paragraphe 1 du présent article selon la nature, l'étendue, la durée des activités et les procédés techniques utilisés, ainsi que les caractéristiques de la zone.

Article 6 - DELIVRANCE DES AUTORISATIONS

1. Les autorisations visées à l'article 4 ne sont délivrées qu'après examen par l'autorité nationale compétente de l'Etat compétent des conditions énumérées à l'article 5 et à l'annexe IV.
2. Chaque autorisation précise les activités et la période de validité de l'autorisation, établit les limites géographiques du secteur faisant l'objet de l'autorisation et détermine les prescriptions techniques et les installations autorisées. Les zones de sécurité requises seront établies ultérieurement, en temps voulu.
3. L'autorisation peut être assortie de conditions concernant les mesures, les techniques ou les méthodes susceptibles de réduire au minimum les risques et dommages de pollution résultant des activités.
4. Les Parties notifient à l'Organisation le plus rapidement possible les autorisations délivrées ou renouvelées. L'Organisation tient un registre de toutes les installations autorisées dans la zone du Protocole.

Article 7 - SANCTIONS

Chaque Partie détermine les sanctions à appliquer en cas d'infraction aux obligations du présent Protocole, à la législation et à la réglementation nationale mettant en oeuvre le présent Protocole ou aux conditions particulières fixées par l'autorisation.

SECTION III - DECHETS ET SUBSTANCES ET MATIERES NUISIBLES OU NOCIVES

Article 8 - OBLIGATION GENERALE

Sans préjudice des autres normes et obligations visées dans la présente Section, les Parties imposent aux opérateurs en tant qu'obligation générale, l'utilisation de la meilleure technologie disponible, écologiquement efficace et économiquement appropriée, ainsi que l'observation des normes internationalement admises concernant les déchets ainsi que l'utilisation, le stockage et le rejet des substances et matières nuisibles ou nocives afin de rendre minimal le risque de pollution.

Article 9 - SUBSTANCES ET MATIERES NUISIBLES OU NOCIVES

1. L'utilisation et le stockage de produits chimiques pour les activités doivent être approuvés par l'autorité nationale compétente de l'Etat compétent, sur la base du plan d'utilisation de produits chimiques.
2. L'Etat compétent peut réglementer, limiter ou interdire l'emploi de produits chimiques pour les activités, conformément aux lignes directrices qu'adopteront les Parties contractantes.
3. Aux fins de protéger l'environnement, les Parties s'assurent que chaque substance ou matière utilisée pour des activités s'accompagne d'une description en indiquant la composition, établie par l'entité productrice des substances ou matières en question. **< Les Parties peuvent exiger une description des substances et matières utilisées pour protéger l'installation >.**
4. Le rejet dans la zone du Protocole des substances et matières nuisibles ou nocives énumérées à l'annexe I du présent Protocole est interdit.
5. Le rejet dans la zone du Protocole des substances et matières nuisibles ou nocives énumérées à l'annexe II du présent Protocole est subordonné, dans chaque cas, à la délivrance préalable, par l'autorité nationale compétente de l'Etat compétent, d'un permis spécial.
6. Le rejet dans la zone du Protocole de toutes autres substances et matières nuisibles ou nocives susceptibles d'engendrer une pollution est subordonné à la délivrance préalable, par l'autorité nationale compétente de l'Etat compétent, d'un permis général.
7. Les permis visés aux paragraphes 5 et 6 ci-dessus ne sont délivrés qu'après un examen soigneux de tous les facteurs énumérés à l'annexe III du présent Protocole.

Article 10 - HYDROCARBURES ET MELANGES D'HYDROCARBURES ET FLUIDES DE FORAGE

1. Les Parties élaborent et adoptent des normes minimales communes pour l'élimination dans la zone du Protocole d'hydrocarbures et de mélanges d'hydrocarbures provenant des installations:
 - a) Ces normes communes sont élaborées conformément aux dispositions de l'annexe V, A;
 - b) Ces normes communes ne sont pas moins restrictives que, en particulier, les valeurs suivantes:
 - i) pour l'écoulement de la tranche des machines, une teneur maximale de 15 mg d'hydrocarbures par litre, non dilués;
 - ii) pour les eaux de production une teneur maximale d'hydrocarbures de 40 mg par litre en moyenne mensuelle; en aucun cas cette teneur ne doit dépasser 100 mg par litre.
 - c) Les Parties déterminent d'un commun accord la méthode à utiliser pour analyser la teneur en hydrocarbures.

2. Les Parties élaborent et adoptent des normes communes pour l'utilisation et l'élimination dans la zone du Protocole des fluides de forage et déblais de forage. Ces normes communes sont établies conformément aux dispositions de l'annexe V, B.
3. Chaque Partie prend des mesures appropriées pour mettre en vigueur les normes communes adoptées conformément au présent article ou les normes plus restrictives qu'elle aura adoptées.

Article 11 - EAUX USEES

1. L'Etat compétent interdit le rejet dans la zone du Protocole des eaux usées provenant d'installations ayant un effectif permanent de 10 personnes ou plus, sauf si:
 - a) L'installation rejette des eaux usées ayant subi un traitement approuvé par l'autorité nationale compétente à une distance d'au moins quatre milles marins de la terre la plus proche ou d'une installation fixe de pêche, l'Etat compétent étant libre de prendre une décision au cas par cas; ou si
 - b) Le rejet des eaux usées non traitées est effectué à une distance de plus de douze milles marins de la terre la plus proche ou d'une installation fixe de pêche, l'Etat compétent étant libre de prendre une décision au cas par cas; ou si *
 - c) Les eaux usées sont traitées dans une installation appropriée agréée par l'autorité nationale compétente.
2. L'Etat compétent impose, le cas échéant, des dispositions plus strictes lorsqu'il le juge nécessaire en raison, entre autres, du régime des courants dans le secteur ou de la proximité d'une aire visée à l'article 21.
3. Les exceptions mentionnées au paragraphe 1 ne s'appliquent pas si le rejet produit des matières solides flottantes et visibles ou entraîne une coloration, décoloration ou opacité de l'eau environnante.
4. Lorsque les eaux usées sont mêlées à des déchets ou à d'autres substances et matières nuisibles ou nocives dont l'élimination est soumise à des conditions différentes, les dispositions les plus rigoureuses sont applicables.

Article 12 - ORDURES

1. L'Etat compétent interdit le rejet dans la zone du Protocole des objets et matières ci-après:
 - a) Tous les objets en matière plastique, y compris notamment les cordages et les filets de pêche en fibre synthétique ainsi que les sacs à ordures en matière plastique;
 - b) Toutes les autres ordures non-biodégradables, ainsi que les papiers, chiffons, objets en verre, objets métalliques, bouteilles et ustensiles de cuisine, le fardage et les matériaux de revêtement et d'emballage.

* Le représentant de la Turquie a exprimé une réserve.

2. Le rejet des déchets alimentaires dans la zone du Protocole se fait le plus loin possible de la côte, et en aucun cas à moins de douze milles marins de la terre la plus proche. Ces rejets ne sont autorisés que lorsque les déchets ont été préalablement passés dans un broyeur ou un concasseur de manière à pouvoir passer à travers un tamis dont les ouvertures ne dépassent pas 25 millimètres. *
3. Lorsque les ordures sont mêlées à d'autres déchets dont l'élimination ou le rejet est soumis à des conditions différentes, les dispositions les plus rigoureuses sont applicables.

Article 13 - INSTALLATIONS DE RECEPTION, INSTRUCTIONS ET SANCTIONS

Les Parties s'assurent:

- a) Que les opérateurs éliminent de façon satisfaisante tous déchets et substances et matières nuisibles ou nocives dans des installations réceptrices agréées à terre, sauf autorisation contraire du présent protocole;
- b) Que tout le personnel est instruit des moyens appropriés d'élimination;
- c) Que toute élimination illégale est sanctionnée.

Article 14 - EXCEPTIONS

1. Les dispositions de la présente Section ne s'appliquent pas:
 - a) dans les cas de force majeure, et en particulier:
 - lorsque la vie humaine est en danger;
 - lorsque la sécurité de l'installation est en danger;
 - lorsqu'une avarie survient à l'installation ou à son équipement;à condition que toutes les précautions raisonnables aient été prises après la découverte ou la survenance du rejet pour en minimiser l'ampleur;
 - b) Lorsque le rejet dans la mer de substances contenant des hydrocarbures ou de substances ou matières nuisibles ou nocives soumises au régime de l'approbation préalable de l'autorité nationale compétente de l'Etat compétent s'effectue pour lutter contre des incidents de pollution spécifique et réduire les dommages qui en découlent.
2. Toutefois, les dispositions de la présente section s'appliquent dans tout cas où l'opérateur a agi avec l'intention de causer des dommages ou de manière imprudente en sachant que des dommages seront probablement causés.
3. Les rejets effectués dans les conditions visées au paragraphe 1 du présent article sont immédiatement notifiés à l'Organisation et, soit par l'intermédiaire de celle-ci, soit directement, à toute Partie ou Parties susceptibles d'être affectées. La notification contiendra tous les détails relatifs aux circonstances, à la nature et aux quantités de déchets ou de substances ou matières nuisibles ou nocives rejetées.

* Le représentant de la Turquie a exprimé une réserve.

SECTION IV - SAUVEGARDES

Article 15 - MESURES DE SECURITE

1. L'Etat compétent sous la juridiction duquel des activités sont envisagées ou entreprises s'assure que des mesures de sécurité sont prises en ce qui concerne la conception, la construction, la mise en place, l'équipement, la signalisation, l'exploitation et l'entretien des installations.
2. L'Etat compétent s'assure que l'opérateur a en permanence sur ses installations et en bon état de marche, le matériel et les équipements adéquats de protection de la vie humaine, de prévention et de lutte contre la pollution accidentelle permettant d'intervenir promptement dans une situation critique, selon la meilleure technologie disponible, écologiquement efficace et économiquement appropriée, et conformément aux dispositions du plan d'intervention de l'opérateur visé à l'article 16.
3. L'autorité nationale compétente de l'Etat compétent exige un certificat de sécurité et d'aptitude à l'usage prévu (ci-après dénommé le "certificat") délivré par un organisme reconnu compétent en matière de plates-formes de production, d'unités mobiles de forage en mer, d'installations de stockage en mer, de systèmes de chargement en mer, de conduites sous-marines et d'autres installations dont l'Etat compétent pourrait dresser la liste.
4. Les Parties s'assurent par des inspections que les opérateurs conduisent leurs activités conformément aux dispositions du présent article.

Article 16 - PLAN D'INTERVENTION D'URGENCE

1. Chaque Partie s'efforce de promouvoir et de maintenir un plan pour combattre la pollution ou d'autres effets nuisibles et pour sauver les vies humaines dans la zone du Protocole en cas de situations critiques résultant des activités (ci-après dénommé le "plan national d'intervention"), en tenant compte des dispositions du Protocole relatif à la coopération en matière de lutte contre la pollution de la mer Méditerranée par les hydrocarbures et autres substances nuisibles en cas de situation critique. Le plan national d'intervention devrait établir et coordonner en particulier l'équipement, les navires, les aéronefs et les personnels prêts à intervenir en cas de situation critique. Les Parties devraient promouvoir la coopération bilatérale ou multilatérale en ce qui concerne leurs plans d'intervention d'urgence. *
2. Chaque Partie exige que les opérateurs ayant la charge d'installations relevant de sa juridiction aient des plans d'urgence de bord contre les pollutions accidentelles qui soient coordonnés avec le plan national d'urgence établi conformément au Protocole relatif à la coopération en matière de lutte contre la pollution de la mer Méditerranée par les hydrocarbures et autres substances nuisibles en cas de situation critique et approuvés conformément aux procédures établies par l'autorité nationale compétente.
3. Chaque Etat compétent établit une coordination et une direction nationales conformément à l'annexe VII du présent Protocole.

Article 17 - NOTIFICATION

Chaque partie exige que les opérateurs ayant la charge d'installations relevant de sa juridiction signalent sans retard à l'autorité nationale compétente:

- a) tout évènement survenu à bord de leur installation qui entraîne ou risque d'entraîner une pollution de la zone du Protocole;
- b) tout évènement observé en mer qui entraîne ou risque d'entraîner une pollution de la zone du Protocole.

* Le représentant de la France a exprimé une réserve.

Article 18 - ASSISTANCE MUTUELLE EN CAS DE SITUATION D'URGENCE

En cas de situation d'urgence, toute Partie ayant besoin d'assistance pour prévenir, réduire ou combattre une pollution résultant d'activités peut solliciter l'aide d'autres Parties, soit directement soit par l'intermédiaire de l'Organisation, lesquelles feront tout leur possible pour apporter l'assistance requise.

A cette fin, chaque Partie également Partie au Protocole relatif à la coopération en matière de lutte contre la pollution de la mer Méditerranée par les hydrocarbures et autres substances nuisibles en cas de situation critique applique les dispositions pertinentes de celui-ci.

Article 19 - SURVEILLANCE CONTINUE

1. L'opérateur est tenu de mesurer ou de faire mesurer par une entité agréée, experte en la matière, les effets de ses activités sur l'environnement en fonction de la nature, de l'ampleur, de la durée et des méthodes techniques utilisées pour ces activités ainsi que des caractéristiques de la zone et de communiquer ces résultats, périodiquement ou sur demande de l'autorité nationale compétente de l'Etat compétent, afin que celle-ci puisse établir une évaluation de l'environnement conformément à la procédure mise en place par l'Etat compétent dans son système d'autorisation. *
2. L'autorité nationale compétente de l'Etat compétent établit, si nécessaire, un système national de surveillance continue afin d'être en mesure de surveiller régulièrement les installations et les conséquences des activités sur l'environnement, et de s'assurer que les conditions régissant la délivrance de l'autorisation sont respectées.

Article 20 - ENLEVEMENT DES INSTALLATIONS

1. L'opérateur est tenu par l'Etat compétent d'enlever toute installation abandonnée ou désaffectée, afin d'assurer la sécurité de la navigation, compte tenu des lignes directrices et des normes adoptées par l'organisation internationale compétente. Un tel enlèvement doit également tenir compte des autres usages légitimes de la mer et particulièrement la pêche, la protection de l'environnement marin et les droits et obligations des autres Etats. L'opérateur doit prendre au préalable et sous sa responsabilité toutes les mesures nécessaires pour éviter les fuites ou suintements provenant du site où ont été localisées les activités.
2. L'Etat compétent exige de l'opérateur qu'il enlève les conduites sous-marines abandonnées ou désaffectées conformément au paragraphe 1 du présent article, ou qu'il les abandonne après en avoir nettoyé l'intérieur, ou qu'il les enterre et en nettoie l'intérieur, afin qu'elles n'engendrent pas de pollution, ne présentent pas de danger pour la navigation, n'entravent pas la pêche, ne menacent pas l'environnement marin et n'interfèrent pas avec les autres usages légitimes de la mer ni avec les droits et les obligations des autres Etats. L'autorité nationale compétente s'assure qu'une publicité adéquate est assurée quant à la profondeur, à la position et aux dimensions de toute conduite sous-marine enterrée et qu'une telle information est portée sur les cartes marines et notifiée à l'Organisation et aux organisations internationales compétentes ainsi qu'aux Parties.
3. Les dispositions du présent article s'appliquent également aux installations désaffectées ou abandonnées par tout opérateur dont l'autorisation a été retirée ou suspendue en application des dispositions de l'article 7.
4. L'Etat compétent peut indiquer les modifications éventuelles à apporter au niveau des activités et des mesures pour la protection de l'environnement marin, prévues initialement.

* Le représentant de la Turquie a exprimé une réserve.

5. L'Etat compétent peut réglementer la cession ou le transfert des activités autorisées à d'autres personnes.
6. Si l'opérateur ne respecte pas les dispositions du présent article, l'autorité nationale compétente de l'Etat compétent entreprend, aux frais dudit opérateur, toutes les opérations qui pourraient être nécessaires pour remédier à la défaillance de celui-ci.

Article 21 - AIRES SPECIALEMENT PROTEGEES *

ALTERNATIVE (A):

Afin de protéger les sites définis à l'article 3 du Protocole relatif aux aires spécialement protégées de la Méditerranée et tout autre site déjà retenu par une Partie et de favoriser les objectifs énoncés dans ledit protocole, les Parties adoptent des mesures particulières conformes au droit international, soit individuellement, soit par une coopération multilatérale ou bilatérale, pour prévenir, réduire, combattre et maîtriser la pollution résultant des activités menées dans ces aires.

Outre les dispositions stipulées dans le Protocole relatif aux aires spécialement protégées pour la délivrance des autorisations, de telles mesures peuvent comprendre, entre autres:

ALTERNATIVE (B):

Outre les dispositions stipulées par le Protocole relatif aux aires spécialement protégées de la mer Méditerranée, les Parties au présent Protocole peuvent prendre des mesures complémentaires visant la protection de ces zones, comportant entre autres:

- a) Des restrictions et conditions spéciales relatives à l'octroi des autorisations dans ces aires visant:
 - i) La préparation et l'évaluation d'études d'impact sur l'environnement;
 - ii) L'élaboration de dispositions spéciales dans ces aires concernant la surveillance continue, l'enlèvement des installations et l'interdiction de tout déversement;
- b) L'échange accru d'informations entre les opérateurs, les autorités nationales compétentes, les Parties et l'Organisation en ce qui concerne les questions qui pourraient affecter ces aires.

SECTION V - COOPERATION

Article 22 - ETUDES ET PROGRAMMES DE RECHERCHE

Conformément à l'article 11 de la Convention, les Parties coopèrent, le cas échéant, pour promouvoir des études et entreprendre des programmes de recherche scientifique et technologique afin de développer de nouvelles méthodes pour:

* Le représentant de la Turquie a exprimé une réserve.

- a) Mener les activités de telle sorte que les risques de pollution soient réduits au minimum;
- b) Prévenir, réduire, combattre et maîtriser la pollution, particulièrement en cas de situation critique.

Article 23 - REGLES, NORMES, PRATIQUES ET PROCEDURES INTERNATIONALES RECOMMANDEES

1. Les Parties coopèrent, directement ou par l'intermédiaire de l'Organisation ou d'autres organisations internationales compétentes:
 - a) Pour établir des critères scientifiques appropriés pour la formulation et l'élaboration de règles, normes, pratiques et procédures internationales recommandées destinées à la réalisation des objectifs du présent Protocole;
 - b) Pour formuler et élaborer les règles, normes, pratiques et procédures internationales recommandées;
 - c) pour formuler et adopter des lignes directrices conformes aux pratiques et procédures internationales afin d'assurer l'application des dispositions de l'annexe VI.
2. Les Parties s'efforcent d'harmoniser dès que possible leur législation et leur réglementation avec les règles, normes, pratiques et procédures internationales recommandées visées au paragraphe 1 du présent article.
3. Les Parties s'efforcent dans toute la mesure possible d'échanger des informations concernant leur politique nationale, leur législation et leur réglementation en la matière ainsi que l'harmonisation visée au paragraphe 2 du présent article.

Article 24 - ASSISTANCE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE EN FAVEUR DES PAYS EN DEVELOPPEMENT

1. Les Parties, agissant directement ou avec le concours des organisations régionales ou autres organisations internationales compétentes, coopèrent en vue de formuler et de mettre en oeuvre, dans toute la mesure possible, des programmes d'assistance en faveur des pays en développement, notamment dans les domaines de la science, du droit, de l'éducation et de la technologie, afin de prévenir, réduire, combattre et maîtriser la pollution résultant des activités menées dans la zone du Protocole;
2. L'assistance technique portera en particulier sur la formation de personnel scientifique, juridique et technique ainsi que sur l'acquisition, l'utilisation et la fabrication par ces pays de matériel approprié à des conditions avantageuses à convenir entre les Parties concernées.

Article 25 - INFORMATION MUTUELLE

Les Parties s'informent mutuellement, directement ou par l'intermédiaire de l'Organisation, des mesures prises, des résultats obtenus et, le cas échéant, des difficultés rencontrées dans l'application du présent Protocole. Les Parties déterminent au cours de leurs réunions les procédures destinées au rassemblement et à la communication de ces informations.

Article 26 - POLLUTION TRANSFRONTIERE

1. Chaque Partie prend toutes les mesures nécessaires pour que les activités relevant de sa juridiction soient menées de manière à ne pas engendrer de pollution au-delà des limites de sa juridiction.

2. Toute Partie dans la juridiction de laquelle des activités sont envisagées ou menées doit tenir compte de tous leurs effets nuisibles éventuels sur l'environnement, que ces effets se produisent ou risquent de se produire dans les limites de sa juridiction ou au-delà.
3. Quand une Partie a connaissance de situations dans lesquelles l'environnement marin est en danger imminent d'être endommagé ou a été endommagé par la pollution, elle en avise immédiatement les autres Parties qu'elle estime susceptibles de subir un préjudice ainsi que l'Organisation, et leur donne toute information opportune afin qu'elles puissent prendre, le cas échéant, les mesures appropriées. L'organisation communiquera immédiatement cette information à toutes les Parties intéressées.
4. Les Parties, conformément à leur système juridique et, le cas échéant, sur la base d'un accord, s'efforcent de garantir une égalité d'accès et de traitement dans le cadre de procédures administratives aux ressortissants d'autres Etats qui pourraient être affectés par la pollution ou par d'autres effets nuisibles résultant des opérations envisagées ou en cours.
5. Lorsqu'une pollution a son origine sur le territoire d'un Etat qui n'est pas Partie contractante au présent protocole, toute Partie contractante touchée s'efforce de coopérer avec ledit Etat afin de rendre possible l'application du présent protocole.

Article 27 - RESPONSABILITE ET REPARATION DES DOMMAGES *

1. Les Parties s'engagent à coopérer dès que possible pour élaborer et adopter des procédures appropriées concernant la détermination des responsabilités et la réparation des dommages résultant des activités visées au présent Protocole, conformément à l'article 12 de la Convention.
2. En attendant l'élaboration de ces procédures, les Parties:
 - a) prennent toutes les mesures nécessaires pour veiller à ce que les opérateurs soient rendus responsables des dommages causés par leurs activités et tenus d'assurer une indemnisation prompte et adéquate qui sera déterminée sur la base de la responsabilité objective limitée;

ALTERNATIVE (A):

- b) prennent toutes les mesures nécessaires pour veiller à ce que les opérateurs aient et maintiennent une police d'assurance ou autre garantie financière dont l'Etat compétent établit le montant, le type et les conditions, afin de couvrir leur responsabilité au titre du présent Protocole.

ALTERNATIVE (B):

- b) peuvent exiger de l'opérateur qu'il couvre sa responsabilité par une assurance ou une autre garantie financière.

* Les réserves suivantes ont été exprimées: La CEE, l'Espagne, la France et la Tunisie en ce qui concerne le paragraphe 2; le Maroc et la Turquie en ce qui concerne l'ensemble de l'article.

SECTION VI - DISPOSITIONS FINALES

Article 28 - DESIGNATION DES AUTORITES NATIONALES COMPETENTES

Chaque Etat compétent désigne une ou plusieurs autorités nationales compétentes pour:

- a) Accorder, renouveler et enregistrer les autorisations visées à la Section II du présent Protocole;
- b) Délivrer et enregistrer les permis généraux et spéciaux visés à l'article 9 du présent Protocole;
- c) Délivrer les permis visés à l'annexe V du présent Protocole;
- d) Approuver le système et agréer l'installation de traitement des eaux usées, visés à l'article 11, paragraphe 1, du présent Protocole;
- e) Donner l'approbation préalable pour les rejets exceptionnels visés à l'article 14, paragraphe 1 alinéa b), du présent Protocole;
- f) S'acquitter des obligations relatives aux mesures de sécurité visées à l'article 15, paragraphes 3 et 4, du présent Protocole;
- g) Exercer les fonctions relatives aux plans d'intervention d'urgence décrits à l'article 16 et à l'annexe VII du présent Protocole;
- h) Etablir les procédures de surveillance continue prévues à l'article 19 du présent Protocole;
- i) Contrôler les opérations d'enlèvement des installations visées à l'article 20 du présent Protocole;

Article 29 - MESURES TRANSITOIRES

Chaque Partie élabore des procédures et règlements concernant les activités, autorisées ou non, commencées avant l'entrée en vigueur du présent Protocole, afin d'assurer la conformité, autant que possible, desdites activités avec les dispositions du présent Protocole.

Article 30 - REUNIONS DES PARTIES

1. Les réunions ordinaires des Parties se tiennent lors des réunions ordinaires des Parties contractantes à la Convention organisées en vertu de l'article 14 de ladite Convention. Les Parties peuvent également tenir des réunions extraordinaires conformément audit article 14.
2. Les réunions des Parties au présent Protocole ont notamment pour objet:
 - a) De veiller à l'application du Protocole et d'examiner l'efficacité des mesures adoptées ainsi que l'opportunité de prendre d'autres dispositions, en particulier sous forme d'annexes ou appendices;
 - b) De réviser et d'amender, le cas échéant, toute annexe ou tout appendice au présent Protocole;
 - c) D'examiner les informations relatives aux autorisations délivrées ou renouvelées conformément à la Section II du présent Protocole;
 - d) D'examiner les informations relatives aux permis délivrés et aux approbations données conformément à la Section III du présent Protocole;

- e) D'adopter les lignes directrices visées à l'article 9, paragraphe 2, et à l'article 23, paragraphe 1, alinéa c), du présent Protocole;
- f) D'examiner les données relatives aux plans d'intervention d'urgence et aux moyens d'intervention en cas de situation critique adoptés conformément à l'article 16 du présent Protocole;
- g) D'établir les critères et de formuler les règles, normes, pratiques et procédures internationales recommandées conformément à l'article 23, paragraphe 1, du présent Protocole, dans la forme convenue par les Parties;
- h) De faciliter la mise en vigueur des politiques et la poursuite des objectifs visés à la Section V, et particulièrement l'harmonisation des législations nationales conformément à l'article 23, paragraphe 2, du présent Protocole;
- i) D'examiner les progrès accomplis dans l'application de l'article 27 du présent Protocole;
- j) De s'acquitter en tant que de besoin de toutes autres fonctions en application du présent Protocole.

Article 31 - RELATION AVEC LA CONVENTION

1. Les dispositions de la Convention se rapportant à tout protocole s'appliquent à l'égard du présent Protocole.
2. Le règlement intérieur et les règles financières adoptés conformément à l'article 18 de la Convention s'appliquent à l'égard du présent Protocole, à moins que les Parties au présent Protocole n'en conviennent autrement.

Article 32 - CLAUSE FINALE

1. Le présent Protocole est ouvert à _____ du _____ au _____, et à _____ du _____ au _____, à la signature des Etats Parties à la Convention invités à la Conférence de plénipotentiaires des Etats côtiers de la région méditerranéenne sur la protection de la mer Méditerranée contre la pollution résultant de l'exploration et de l'exploitation du fond de la mer et de son sous-sol, tenue à _____ du _____ au _____. Il est également ouvert, jusqu'aux mêmes dates, à la signature de la Communauté économique européenne et de tout groupement économique régional similaire dont l'un au moins des membres est un Etat côtier de la zone du Protocole et qui exerce des compétences dans des domaines couverts par le présent Protocole conformément à l'article 24 de la Convention.
2. Le présent Protocole sera soumis à ratification, acceptation ou approbation. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés auprès du Gouvernement de l'Espagne, qui assumera les fonctions de dépositaire.
3. A partir du _____, le présent Protocole est ouvert à l'adhésion des Etats visés au paragraphe 1 ci-dessus, de la Communauté économique européenne et de tout groupement visé audit paragraphe.
4. Le présent Protocole entrera en vigueur le trentième jour à compter de la date du dépôt d'au moins six instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation du Protocole ou d'adhésion à celui-ci par les Parties visées au paragraphe 1 du présent article.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, ont signé le présent Protocole.

FAIT A _____, le _____, en un seul exemplaire en langues anglaise, arabe, espagnole et française, les quatre textes faisant également foi.

ANNEXE I

**SUBSTANCES ET MATIERES NUISIBLES OU NOCIVES
DONT LE REJET EST INTERDIT DANS LA ZONE DU PROTOCOLE**

- A. Les substances, matières, et composés ci-après sont énumérés aux fins de l'article 9, paragraphe 4, du Protocole. Cette liste a été établie principalement sur la base de leur toxicité, de leur persistance et de leur bio-accumulation.
1. Mercure et composés du mercure
 2. Cadmium et composés du cadmium
 3. Composés organostanniques et substances qui peuvent donner naissance à de tels composés dans le milieu marin ^{1/}
 4. Composés organophosphorés et substances qui peuvent donner naissance à de tels composés dans le milieu marin ^{1/}
 5. Composés organohalogénés et substances qui peuvent donner naissance à de tels composés dans le milieu marin ^{1/}
 6. Pétrole brut, fuel-oil, boues d'hydrocarbures, huiles lubrifiantes usées et produits raffinés
 7. Matières synthétiques persistantes qui peuvent flotter, couler ou rester en suspension et qui peuvent gêner toute utilisation légitime de la mer
 8. Substances dont il est prouvé qu'elles possèdent un pouvoir cancérigène, tératogène ou mutagène dans le milieu marin ou par l'intermédiaire de celui-ci.
 9. Substances radioactives, y compris leurs déchets, si leur rejet n'est pas conforme aux principes de radioprotection définis par les organisations internationales compétentes en tenant compte de la protection du milieu marin
- B. Les dispositions de la présente annexe ne sont pas applicables aux rejets qui contiennent des substances figurant à la Section A en des quantités inférieures aux limites déterminées conjointement par les Parties et, en ce qui concerne les hydrocarbures, aux valeurs définies à l'article 10 du présent Protocole.

^{1/} A l'exception de ceux qui sont biologiquement inoffensifs ou qui se transforment rapidement en substances biologiquement inoffensives.

ANNEXE II

**SUBSTANCES ET MATIERES NUISIBLES OU NOCIVES
DONT LE REJET DANS LA ZONE DU PROTOCOLE
EST ASSUJETTI A UN PERMIS SPECIAL**

- A. La liste ci-après des substances, matières et composés qu'elles peuvent former a été établie aux fins de l'article 9, paragraphe 5, du Protocole:
1. Arsenic
 2. Plomb
 3. Cuivre
 4. Zinc
 5. Béryllium
 6. Nickel
 7. Vanadium
 8. Chrome
 9. Biocides et leurs dérivés non inclus dans l'annexe I
 10. Sélénium
 11. Antimoine
 12. Molybdène
 13. Titane
 14. Etain
 15. Baryum (autre que le sulfate de baryum)
 16. Bore
 17. Uranium
 18. Cobalt
 19. Thallium
 20. Tellure
 21. Argent
 22. Cyanure
- B. Le contrôle et la limitation stricte du rejet des substances mentionnées à la Section A doivent être assurés conformément aux dispositions de l'annexe III.

ANNEXE III

FACTEURS A PRENDRE EN CONSIDERATION POUR LA DELIVRANCE DES PERMIS

En vue de la délivrance d'un permis demandé à l'article 9 paragraphe 7, il sera tenu particulièrement compte, selon le cas, des facteurs suivants:

A. Caractéristiques et composition du déchet

1. Type et importance de la source du déchet (procédé industriel, par exemple);
2. Type du déchet (origine, composition moyenne);
3. Forme du déchet (solide, liquide, boueuse, gazeuse);
4. Quantité totale (volume rejeté chaque année, par exemple);
5. Mode de rejet (permanent, intermittent, variable selon les saisons, etc.);
6. Concentration des principaux constituants, substances énumérées à l'annexe I, substances énumérées à l'annexe II, et autres substances, selon le cas;
7. Propriétés physiques, chimiques et biochimiques du déchet.

B. Caractéristiques des constituants du déchet quant à leur nocivité

1. Persistance (physique, chimique et biologique) dans le milieu marin;
2. Toxicité et autres effets nocifs;
3. Accumulation dans les matières biologiques ou les sédiments;
4. Transformation biochimique produisant des composés nocifs;
5. Effets défavorables sur la teneur et l'équilibre de l'oxygène;
6. Sensibilité aux transformations physiques, chimiques et biochimiques et interaction dans le milieu aquatique avec d'autres constituants de l'eau de mer qui peuvent produire des effets, biologiques ou autres, nocifs du point de vue des utilisations énumérées à la section E ci-après.

C. Caractéristiques du lieu de déversement et du milieu marin récepteur

1. Caractéristiques hydrographiques, météorologiques, géologiques et topographiques de la zone côtière;
2. Emplacement et type du rejet (émissaire, canal, sortie d'eau, etc.) et situation par rapport à d'autres emplacements (tels que zones d'agrément, de frai, d'élevage et de pêche, zones conchylicoles) et à d'autres rejets;
3. Dilution initiale réalisée au point de décharge dans le milieu marin récepteur;

4. Caractéristiques de dispersion, telles que les effets des courants, des marées et du vent sur le déplacement horizontal et le brassage vertical;
5. Caractéristiques de l'eau réceptrice, eu égard aux conditions physiques, chimiques, biologiques et écologiques existant dans la zone de rejet;
6. Capacité du milieu marin récepteur à absorber sans effets défavorables les déchets rejetés.

D. Disponibilité de techniques concernant les déchets

Les méthodes de réduction et de rejet des déchets doivent être choisies pour les effluents industriels ainsi que pour les eaux usées domestiques en tenant compte de l'existence et de la possibilité de mise en oeuvre:

- a) Des alternatives en matière de procédés de traitement;
- b) Des méthodes de réutilisation ou d'élimination;
- c) Des alternatives de décharge sur terre;
- d) Des technologies à faible quantité de déchets.

E. Atteintes possibles aux écosystèmes marins et aux utilisations de l'eau de mer

1. Effets sur la santé humaine du fait des incidences de la pollution sur:
 - a) Les organismes marins comestibles;
 - b) Les eaux de baignade;
 - c) L'esthétique.
2. Effets sur les écosystèmes marins, notamment les ressources biologiques, les espèces en danger et les habitats vulnérables.
3. Effets sur d'autres utilisations légitimes de la mer conformément au droit international.

ANNEXE IV

ETUDE D'IMPACT SUR L'ENVIRONNEMENT

1. Chaque Partie exige que l'étude d'impact sur l'environnement contienne au moins les éléments suivants:
 - a) La détermination des limites géographiques de la zone dans laquelle les activités sont envisagées comprenant, le cas échéant, les zones de sécurité;
 - b) Une description de l'état initial de l'environnement dans la zone;
 - c) Des indications relatives à la nature, aux buts, à l'importance et à la durée des activités envisagées;
 - d) Une description des méthodes, des installations et des autres moyens devant être utilisés, et des solutions de rechange possibles;
 - e) Une description des effets prévisibles directs ou indirects, à court terme et à long terme, des activités envisagées sur l'environnement, y compris la faune, la flore et l'équilibre écologique;
 - f) Un rapport décrivant les mesures envisagées pour réduire au minimum les risques de dommage à l'environnement découlant des activités envisagées, et les alternatives possibles à de telles mesures;
 - g) Des indications relatives aux mesures devant être prises pour la protection de l'environnement contre la pollution et les autres effets défavorables durant et après les activités envisagées.
 - h) Un exposé de la méthodologie suivie pour effectuer l'étude d'impact sur l'environnement;
 - i) Une indication de la probabilité que l'environnement d'un autre Etat soit touché par les activités envisagées.

2. Chaque Partie promulgue des normes qui tiennent compte des règles, normes, pratiques et procédures internationales recommandées et adoptées conformément à l'article 23 du Protocole, en fonction desquelles sont évaluées les études d'impact sur l'environnement.

ANNEXE V

HYDROCARBURES ET MELANGES D'HYDROCARBURES ET FLUIDES DE FORAGE

Les Parties s'assurent de l'application des dispositions suivantes conformément à l'article 10:

A. Hydrocarbures et mélanges d'hydrocarbures:

1. Les déversements à forte teneur en hydrocarbures provenant du drainage de traitement ou du drainage de plate-forme sont confinés, détournés et traités au même titre que le produit, le reliquat étant traité jusqu'à un niveau acceptable avant d'être rejeté dans des conditions conformes aux bonnes pratiques pétrolières;
2. Les déchets et boues contenant des hydrocarbures, issus des processus de séparation, sont transportés à terre;
3. Toutes les précautions nécessaires doivent être prises pour réduire au minimum les fuites en mer du pétrole recueilli ou brûlé lors d'essais de puits;
4. Toutes les précautions nécessaires doivent être prises pour s'assurer que tout gaz résultant des activités pétrolières est brûlé ou utilisé de manière appropriée.

B. Fluides de forage et déblais de forage

1. Les fluides de forage et déblais de forage à base d'eau sont soumis aux dispositions suivantes:
 - a) L'emploi et l'évacuation des fluides de forage sont régis par le plan d'utilisation de produits chimiques et par les dispositions de l'article 9 du présent Protocole;
 - b) L'évacuation des déblais de forage se fait soit à terre soit en mer dans un site ou une zone approprié désigné par l'Etat compétent.
2. Les fluides de forage et déblais de forage à base d'hydrocarbures sont soumis aux dispositions suivantes:
 - a) Ces fluides ne sont utilisés que si leur toxicité est suffisamment faible et seulement après que l'autorité nationale compétente de l'Etat compétent, après s'être assurée du niveau de toxicité, a délivré un permis à l'opérateur;
 - b) Le rejet en mer de ces fluides de forage est interdit;
 - c) Le rejet en mer des déblais de forage n'est autorisé qu'à condition que soit installé un système efficace de maîtrise des solides et que ledit système soit correctement exploité, que le point de rejet soit loin sous la surface de l'eau et que la teneur en hydrocarbures soit inférieure à 100 g par kilogramme de matière sèche.
 - d) Le rejet de ces déblais de forage est interdit dans les aires spécialement protégées;
 - e) Dans les cas de forages de production et de développement, un programme d'échantillonnage et d'analyse du fond marin dans la zone de contamination doit être institué.
3. Fluides de forage à base de gazole:

L'utilisation de fluides de forage à base de gazole est interdite. Exceptionnellement, du gazole peut être ajouté aux fluides de forage dans des conditions que déterminent les Parties.

ANNEXE VI

MESURES DE SECURITE

Les Parties s'assurent de l'application des dispositions suivantes conformément à l'article 15:

- a) Que l'installation est sûre et apte à l'usage prévu, et particulièrement qu'elle est conçue et construite pour résister en charge maximum à tout phénomène naturel, notamment aux forces les plus grandes du vent et de la mer relevées dans les annales météorologiques, aux secousses sismiques éventuelles, et qu'elle est adaptée à la configuration et à la stabilité du fond de la mer, ainsi qu'à la profondeur de l'eau;
- b) Que toutes les phases des activités, y compris le stockage et le transport des ressources récupérées, sont bien préparées, que l'ensemble de l'activité peut être contrôlé au plan de la sécurité et qu'elle est menée de la manière la plus sûre possible, et que l'exploitant exerce sur toutes ses activités une surveillance continue;
- c) Que les systèmes de sécurité les plus perfectionnés sont utilisés et vérifiés périodiquement pour réduire au minimum les risques de fuite, de perte, de rejet accidentel, d'incendie, d'explosion, d'éruption ou de tout ce qui pourrait menacer la sécurité de l'homme ou l'environnement; qu'une équipe spécialisée et entraînée pour mettre en oeuvre et entretenir ces systèmes est sur place et qu'elle effectue régulièrement des exercices;
- d) Que l'installation et, le cas échéant, la zone de sécurité déterminée sont balisées de manière à se signaler adéquatement, avec suffisamment de détails pour être identifiées par des signaux d'avertissement appropriés et internationalement reconnus;
- e) Que les installations sont portées sur les cartes conformément à la pratique maritime internationale, et que les intéressés sont avisés de leur présence;
- f) Afin d'assurer que sont respectées les dispositions ci-dessus, que la ou les personnes ayant la responsabilité de l'installation et des activités, notamment le responsable de l'obturateur anti-éruption, présentent les qualifications requises par l'Etat compétent et qu'il y a en permanence sur l'installation suffisamment de personnel qualifié. Ces qualifications doivent s'accompagner en particulier d'une formation continue en matière de sécurité et d'environnement.

ANNEXE VII

PLAN D'INTERVENTION D'URGENCE

A. Le plan d'intervention de l'opérateur:

1. Les opérateurs sont tenus d'assurer:
 - a) Que le système d'alarme et de communication le plus adapté est présent sur l'installation et en bon état de marche;
 - b) Que l'alerte est immédiatement donnée en cas d'urgence et que toute situation critique est immédiatement signalée à l'autorité nationale compétente de l'Etat compétent;
 - c) Qu'en coordination avec l'autorité nationale compétente de l'Etat compétent, la diffusion de l'alerte, l'assistance appropriée et la coordination de celle-ci sont organisées et supervisées sans retard;
 - d) Qu'une information immédiate concernant la nature et l'ampleur de la situation critique est donnée à l'équipe présente sur l'installation et à l'autorité nationale compétente de l'Etat compétent;
 - e) Que l'autorité nationale compétente de l'Etat compétent est en permanence pleinement informée de l'évolution de la situation;
 - f) Qu'à tout moment on dispose de suffisamment de matériel et d'équipements les plus adaptés, notamment navires et aéronefs, prêts à intervenir pour mettre en oeuvre le plan d'intervention d'urgence;
 - g) Que les méthodes et les techniques les plus adaptées sont connues de l'équipe spécialisée visée à l'annexe VI alinéa c) pour combattre les fuites, déversements, décharges accidentelles, incendies, explosions, éruptions et toute autre menace pour la vie humaine ou l'environnement;
 - h) Que les méthodes et les techniques les plus adaptées sont connues de l'équipe spécialisée chargée d'atténuer et de prévenir les dommages durables à l'environnement;
 - i) Que l'équipe a une connaissance détaillée du plan d'intervention d'urgence de l'opérateur, que des exercices sont régulièrement pratiqués afin que l'équipe ait la pleine maîtrise du matériel et des procédures et que chacun connaisse exactement son rôle.
2. L'opérateur devrait coopérer, dans un cadre institutionnel, avec d'autres opérateurs ou organismes capables d'apporter l'assistance nécessaire, afin d'être assuré que cette assistance est proportionnée à l'ampleur et à la nature de la situation critique.

B. Coordination et direction nationales:

L'Etat compétent met en place une coordination et une direction nationales afin, en cas d'urgence, d'assurer ce qui suit:

- a) La coordination du plan d'intervention et/ou des procédures d'intervention à l'échelon national, et du plan d'intervention de l'opérateur, ainsi que le contrôle de la conduite des opérations surtout en cas de risques majeurs découlant de la situation d'urgence;
- b) L'ordre à l'opérateur de prendre toute mesure jugée nécessaire pour prévenir, atténuer ou lutter contre la pollution, ou pour préparer les opérations futures pertinentes, y compris par l'envoi d'un appareil de forage de secours, ou l'interdiction à l'opérateur de prendre telle ou telle initiative;
- c) La coordination des opérations de prévention, d'atténuation et de lutte contre la pollution ou des préparatifs en vue d'opérations ultérieures à mener dans le cadre de la juridiction nationale avec des opérations analogues entreprises dans le cadre de la juridiction d'autres Etats ou engagées par des organisations internationales;
- d) Le rassemblement et la disponibilité permanente de toutes informations nécessaires concernant les activités en cours;
- e) L'établissement d'une liste tenue à jour de personnes et d'organismes à prévenir et à tenir au courant, en cas d'urgence, de l'évolution de la situation et des mesures prises;
- f) Le rassemblement de toutes informations sur l'ampleur d'une situation critique, les moyens disponibles pour la combattre et la communication de ces informations aux Parties intéressées;
- g) La coordination et la supervision de l'assistance visée à la Section A ci-dessus, en coopération avec l'opérateur;
- h) L'organisation et la coordination, si nécessaire, d'actions spécifiques, y compris des interventions d'experts techniques et de personnels qualifiés dotés des équipements et des matériels voulus;
- i) La notification immédiate de toute situation critique aux autorités nationales compétentes d'autres Parties susceptibles d'être touchées par ladite situation afin qu'elles puissent prendre les mesures nécessaires;
- j) La fourniture d'une assistance technique aux autres Parties, en cas de besoin;
- k) La notification immédiate aux organisations internationales compétentes de toute situation critique afin d'éviter les dangers pour la navigation et pour d'autres intérêts.

APPENDICE

Liste d'hydrocarbures*

Asphalte (bitume)

Bases pour mélanges
Asphalte pour étanchéité
Bitume direct

Hydrocarbures

Huile clarifiée
Pétrole brut
Mélanges contenant du pétrole brut
Gas oil moteur
Fuel Oil No. 4
Fuel Oil No. 5
Fuel Oil No. 6
Fuel résiduel
Bitume routier
Huile pour transformateur
Hydrocarbures aromatiques (à l'exclusion des huiles végétales)
Huile de graissage et huile de base
Huile minérale
Huile moteur
Huile d'imprégnation
Huile à broches (spindle)
Huile turbine

Distillats

Directs
Séparation flash

Gas oil

de craquage

Carburéacteurs

JP - 1 (Kérosine)
JP - 3
JP - 4
JP - 5 (Kérosine, lourd)

Turbo Fuel
Pétrole
Essence minérale (White Spirit)

* La liste ci-dessus ne doit pas nécessairement être considérée comme exhaustive.

Naphta

Qualité solvant
Essence lourde
Coupe étroite

Bases pour mélanges essences

Alkylats - essence
Réformats
Polymères - essence

Essences

Essence naturelle
Carburant auto
Essence aviation
Essence distillation directe
Fuel oil No. 1 (kérosine)
Fuel oil No. 1-D
Fuel oil No. 2
Fuel oil No. 2D

ANNEXE I

**LIST OF PARTICIPANTS
LISTE DES PARTICIPANTS**

EGYPT
EGYPTE

Mr. Salah Hafez

Vice-chairman
Egyptian Environmental Affairs
Agency (EEAA)
Cabinet of Ministers
11, Hassan Sabry Street
Zamalek
Cairo
Egypt

Tel. No. : (20)(2) 341 6546
Tlx. No. : 91-93794 WAZRA UN
Fax No. : (20)(2) 342 0768

Mr. Shawky Abdine

Chairman GUPCO Oil Company
New Maadi
P.O. Box 2400
Cairo
Egypt

Tel. No. : (20)(2) 352 0060
Tlx. No. :
Fax No. :

Mr. Mohamed A. Fawzi

Marine Environment Expert
Egyptian Environmental Affairs Agency
(EEAA)
11, Hassan Sabry Street
Zamalek
Cairo
Egypt

Tel. No. : (20)(2) 341 1323

Tlx. No. : 91-93794 WAZRA UN

Fax No. : (20)(2) 342 0768

EUROPEAN ECONOMIC COMMUNITY
COMMUNAUTE ECONOMIQUE
EUROPEENNE

M. Jacques Vaccarezza

Administrateur Principal
Direction Générale Environnement
Sécurité Nucléaire et Protection Civile
Commission des Communautés
Européennes
Rue de la Loi 200
B-1049 Bruxelles
Belgiques

Tel. No. : (32)(2) 235 5108

Tlx. No. : 46-21877 COMEU B

Cables : COMEUR BRUXELLES

Fax No. : (32)(2) 236 0626

FRANCE
FRANCE

Mme Odile Roussel

Ministère des Affaires Etrangères
Cellule Environnement
37 Quai D'Orsay
Paris
France

Tel. No. : (1) 47 53 4413

Tlx. No. :

Fax No. : (1) 47 53 5085

GREECE
GRECE

Ms. Athina Mourmouris

MAP Liaison Officer

Ministry for the Environment, Physical
Planning and Public Works

147, Patission

112 51 Athens

Greece

Tel. No. : (30)(1) 865 0334/647 3889

Tlx. No. : 21-6028 DYPP GR

Fax No. : (30)(1) 864 7420

Mr. Vassilios Patronas

Deputy Special Legal Advisor

Special Legal Service

Ministry of Foreign Affairs

1, Academias Street

106 71 Athens

Greece

Tel. No. : (30)(1) 364 3528

Tlx. No. :21-6593 MFA GR

ISRAEL
ISRAEL

Ms. Ruth Rotenberg

Legal Adviser

Ministry of the Environment

P.O. Box 6234

91061 Jerusalem

Israel

Tel. No. : (972)(2) 701 606

Tlx. No. : 606-25629 ENVIR IL

Fax No. : (972)(2) 513 945/251 830

ITALY
ITALIE

Mr. Paolo Arata

Istituto Centrale per la Ricerca
Scientifica e Tecnologica Applicata all
Pesca Marittima
Via L. Respighi 5
00197 Rome
Italy

Tel. No. : (39)(6) 87 2276
Tlx. No. : 43-623227 ICRAP I
Fax No. : (39)(6) 80 00326

Mr. Luigi Ceffa

AGIP Company
Officer Responsible for Environmental
Protection
P.O. Box 2069
Milano
Italy

Tel. No. : (39)(2) 520 7453
Tlx. No. : 43-310246 ENI I

SPAIN
ESPAGNE

Ms. Amparo Rambla Gil

National Co-ordinator for MED POL
Dirección General de Política Ambiental
Ministerio Obras Publicas y Transportes
Paseo Castellana 67
28 071 Madrid
Spain

Tel. No. : (34)(1) 553 1600 Ext. 2865
Tlx. No. : 52-22325 MOPU E
Fax No. : (34)(1) 533 0711

Head of Delegation

Mr. José Gonzalez-Nicolas

Head of Service

Dirección General de Política Ambiental

Ministerio Obras Publicas y Transportes

Paseo Castellana 67

28 071 Madrid

Spain

Tel. No. : (34)(1) 253 1600 Ext. 2791

Tlx. No. : 52-22325 MOPU E

Fax No. : (34)(1) 533 0711

Ms. Pilar Santesteban-Ruiz

Ingeniero de Minas

Jefe Servicio Hidrocarburos

Ministerio Industria, Comercio y

Turismo

Paseo Castellana 160

28 071 Madrid

Spain

Tel. No. : (34)(1) 259 7776

Tlx. No. : 52-22325 MOPU E

Fax No. : (34)(1) 457 8066

TURKEY
TURQUIE

Mr. Niyazi Adali

Minister Counsellor

Turkish Embassy

25 El Falak Street

Cairo

Egypt

Tel. No. : (20)(2) 356 3318

Tlx. No. :

Fax No. :

Head of Delegation

Ms. Ozden Sav

Legal Advisor
Ministry of Foreign Affairs
Mesrutiyet Caddesi No. 27
06650 Ankara
Turkey

Tel. No. : (90)(4) 125 3705
Tlx. No. :
Fax No. :

Mr. Besir Erakman

Offshore Manager
Turkish Petroleum Company
Mustafa Kemal Pasa Mahallesi
Ankara
Turkey

Tel. No. : (90)(4) 286 9100/2704
Tlx. No. :
Fax No. : (90)(4) 286 9100

REPRESENTATIVES OF SPECIALIZED AGENCIES
REPRESENTANTS DES INSTITUTIONS SPECIALISEES

WORLD HEALTH ORGANIZATION
(WHO)

ORGANISATION MONDIALE DE
LA SANTE (OMS)

Mr. Louis Saliba
Senior Scientist

WHO/EURO Project Office
Co-ordinating Unit for the
Mediterranean Action Plan
P.O. Box 18019
48, Vassileos Konstantinou Avenue
116 10 Athens
Greece

Tel. No. : (30)(1) 724 4536
Tlx. No. : 21-222564 MEDU GR
Fax No. : (30)(1) 729 1160

INTERNATIONAL MARITIME
ORGANIZATION (IMO)
ORGANISATION MARITIME
INTERNATIONALE (OMI)

Mr. K. Voskresensky
Director
Marine Environment Division
4, Albert Embankment
London, SE1 7SR
United Kingdom

Tel. No. : (44)(71) 735 7611
Tlx. No. : 51-23588 IMOLDN G
Fax No. : (44)(71) 587 3210

OTHER INTERGOVERNMENTAL AND NON-GOVERNMENTAL ORGANIZATIONS
AUTRES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES ET NON
GOUVERNEMENTALES

INTERNATIONAL JURIDICAL
ORGANIZATION FOR
ENVIRONMENT AND DEVELOPMENT
(IJO)
ORGANIZATION JURIDIQUE
INTERNATIONALE POUR
L'ENVIRONNEMENT ET LE
ET DEVELOPPEMENT

Mr. Mario Gutierrez
President
International Juridical
Organization for Environment
and Development (IJO)
Via Barberini 3
00187 Rome
Italy

Tel. No. : (39)(6) 474 2117
Tlx. No. : 43-614046 IJO I
Cables : JOURICOUNTRIES, Rome
Fax No. : (39)(6) 474 5779

Ms. Mary Ellen Sikabonyi
Director Projects and Research
International Juridical Organization
for Environment and Development (IJO)
Via Barberini 3
00187 Rome
Italy

Tel. No. : (39)(6) 474 2117
Tlx. No. : 43-614046 IJO I
Cables : JOURICOUNTRIES, Rome
Fax No. : (39)(6) 474 5779

Mr. Alain Piquemal

Professor of Law of the Sea
University of Nice
Avenue Robert Schuman
06000 Nice
France

Tel. No. : (33) 93 96 2298

Fax No. : (33) 93 96 0131

THE OIL INDUSTRY INTERNATIONAL
EXPLORATION AND PRODUCTION
FORUM (E & P FORUM)

Mr. Anthony D. Read

Deputy Executive Secretary
The Oil Industry International Exploration
and Production Forum (E & P Forum)
25/28 Old Burlington Street
London W1X 1LB
United Kingdom

Tel. No. : (44)(71) 437 6291

Tlx No. : 51-919707

Fax No. : (44)(71) 434 3721

Mr. René P.W.B. Jacobs

Shell Internationale Petroleum
Maatschappij B.V.
P.O. Box 162
2501 AN The Hague
The Netherlands

Tel. No. : (31) 70 377 4819

Tlx No. : 44-36000

Fax No. : (31) 70 377 6204

Mr. Luigi Ceffa

AGIP Company
Officer Responsible for Environmental
Protection
P.O. Box 2069
Milano
Italy

Tel. No. : (39)(2) 520 7453

Tlx No. : 43-310246 ENI I

WORLD FOUNDATION FOR
ENVIRONMENTAL CONFLICT
MANAGEMENT (WFED/IECR)

Mr. Harald Nygaard
WFED/IECM
Resource Geographical Group
University of Oslo
P.O. Box 1042 Bildern
0316 Oslo 3
Norway

Tel. No. : (47)(2) 85 59 32

Fax No. : (47)(2) 85 59 29

REGIONAL ACTIVITY CENTRES FOR THE MEDITERRANEAN ACTION PLAN
CENTRES D'ACTIVITES REGIONALES DU PLAN D'ACTION POUR LA
MEDITERRANEE

UNEP/IMO REGIONAL MARINE
POLLUTION EMERGENCY RESPONSE
CENTRE FOR THE MEDITERRANEAN
SEA (REMPEC)
CENTRE REGIONAL MEDITERRANEEN
POUR L'INTERVENTION D'URGENCE
CONTRE LA POLLUTION MARINE
ACCIDENTELLE (REMPEC)

Mr. Jean Claude Sainlos
Director
Regional Marine Pollution Emergency
Response Centre for the
Mediterranean Sea
Manoel Island
Malta

Tel. No. : (356) 33 7296-8

Tlx. No. : 406-1464 MW

Cables : UNROCC, Malta

Fax No. : (356) 33 9951

CO-ORDINATING UNIT FOR THE MEDITERRANEAN ACTION PLAN
UNITE DE COORDINATION DU PLAN D'ACTION POUR LA MEDITERRANEE

CO-ORDINATING UNIT FOR THE
MEDITERRANEAN ACTION PLAN
(MAP)
UNITE DE COORDINATION DU
PLAN D'ACTION POUR LA
MEDITERRANEE

Mr. Ljubomir Jeftic

Officer-in-charge

Mr. Ibrahim Dharat

Programme Officer

P.O. Box 18019

48, Vassileos Konstantinou Avenue

116 10 Athens

Greece

Tel. No. : (30)(1) 724 4536

Tlx. No. : 21-222564 MEDU GR

Fax No. : (30)(1) 729 1160